

Macron et Gattaz détricotent le Code du travail et les aides sociales

# LE 12 SEPTEMBRE, METTONS MACRON SOUS ORDONNANCE

Pour le président de la République et le patron du Medef, la rentrée s'organise autour de la mise à mal du Code du travail et des aides sociales.



Au meeting de rentrée du Medef, fin août, des milliers de beaux messieurs en costumes de classe clament leur soutien au gouvernement. « Surtout, ne lâchez rien ! », lance Pierre Gattaz à Emmanuel Macron en Une du Parisien. Et les patrons applaudissent aux mesures du Président : exonérer les produits financiers de l'impôt sur la fortune, distribuer des aides sans contrepartie aux actionnaires et aux propriétaires (un nouveau CICE), faciliter les licenciements, y compris abusifs, supprimer les impôts sur les hauts salaires, exonérer les patrons des cotisations sociales, etc. Le rêve de Gattaz devient réalité, et c'est Macron qui l'incarne.

Pour nous, salariés, retraités, jeunes, sans emploi, précaires et licenciés, Macron est déjà un cauchemar : 5 euros de moins par mois pour l'aide publique au logement, gel des contrats aidés et d'avenir dont profitaient des milliers de jeunes exclus de l'emploi au

service des collectivités locales et des associations, destruction des ressources de la Sécurité sociale par la fin programmée des cotisations, remplacées par la CSG, impôt injuste frappant des millions de retraités dont la pension est en baisse continue depuis plus de dix ans.

Si Macron veut absolument mettre le feu au Code du travail dès le début de son quinquennat, c'est qu'il commence une campagne de destruction de bien d'autres conquits et acquis : l'assurance-chômage, les conventions collectives, le service public, l'emploi des fonctionnaires, les entreprises parapubliques, etc. Macron est programmé par l'Union européenne pour nettoyer par le vide les bases sociales du pays. Dans le même temps, à la façon des Le Pen, il ferme les frontières aux immigrés et veut les parquer dans des camps hors de France. Ce qu'il appelle réforme consiste en réalité en une baisse généralisée de la rémunération du travail, et en une protection des revenus du capital.

## Macron n'est pas réformable

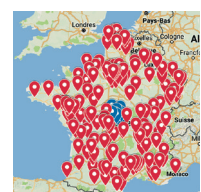
Macron a passé l'été à jouer à cache-cache avec le contenu des ordonnances, au cours de négociations de carnaval, auxquelles ont malheureusement consenti des confédérations syndicales. Mais on sait ce qu'il y a dedans, ces ordonnances, c'est la sentence de mort de la protection légale du contrat de travail, le Code du travail ! Pendant qu'il amusait la galerie syndicale avec ce théâtre tragi-comique, il commençait de frapper les pauvres, au nom d'une austérité féroce qu'il a bien pris soin de dissimuler dans sa campagne électorale.

## Reprenons l'initiative pour nos revendications communes !

- **Le 12 septembre s'impose comme rendez-vous incontournable. Mais ne nous trompons pas** : le 12 ne doit être ni un baroud d'honneur contre les ordonnances déjà rédigées au cours de l'été, ni même une journée uniquement centrée sur le Code du travail. L'urgence sociale commande la solidarité avec les victimes de ses premières mesures antisociales.
- **Le 12 ne doit être qu'un début**. Sa réussite doit être inscrite au compte d'une contre-offensive revendicative commune, partagée pour constituer une nouvelle unité. Le long bras de fer qui s'annonce, Macron veut le commencer par une victoire éclatante sur le Code du travail, et nous décourager de revendiquer et d'agir. Ouvrons les entreprises à la création d'emplois stables et décents par la réduction du temps, lançons la bataille de l'augmentation des salaires, protégeons la Sécurité sociale (notre salaire commun) contre la destruction des cotisations sociales.

# LE 12 SEPTEMBRE, TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION

Carte des mobilisations



[goo.gl/FuaUPA](https://goo.gl/FuaUPA)